

Au pays des « kisha kurabu ».

Les clubs de presse japonais sont-ils un obstacle à la libre circulation de l'information ?

Antoine CHAR

Professeur de journalisme
École des médias
UQAM
char.antoine@uqam.ca

Ils sont plus d'un millier à travers le Japon. Plus de 12 000 journalistes y ont une place réservée en permanence. « Ils », ce sont les « kisha kurabu » (clubs de presse). On les retrouve au Palais impérial, au Parlement, dans tous les ministères, partis politiques et grandes entreprises notamment. Moyennant une substantielle contribution (une mensualité de 600 dollars), ces institutions réservent aux journalistes accrédités un espace dans leurs locaux afin de leur donner un accès privilégié à l'information.

Ces clubs uniques au monde distillent au compte-gouttes les nouvelles filtrées par leurs sources. À bien des égards, ce sont des cartels d'information. Il faut se plier à des règles bien établies sous peine d'en être exclu. Si, pendant longtemps, les correspondants étrangers y étaient *persona non grata*, les portes ne leur sont toujours pas grandes ouvertes.

Dans cet article, basé en grande partie sur un court séjour à Tokyo en 2009, nous ferons le point sur les aspects suivants de ce système clientéliste :1. comment expliquer l'existence des « kisha clubs », créés en 1890, dans une société aussi moderne que le Japon et dont le paysage médiatique compte des quotidiens ayant les plus forts tirages de la planète ? ; 2. les « kisha clubs » sont-ils un obstacle à la libre circulation de l'information dans la seconde économie mondiale ? 3. expliquent-ils à eux seuls la

mauvaise performance annuelle du Japon au classement de la liberté de la presse ?

Parallèlement, nous chercherons à savoir : 1. si ces clubs d'un autre âge s'inscrivent dans la persistance du Japon moderne à garder certaines de ses traditions ; 2. si le conformisme des médias japonais va de pair avec une des caractéristiques de la société japonaise : le consensus.

Une pierre blanche dans le jardin

Le 20 septembre 2009 est à marquer d'une pierre blanche dans le jardin médiatique japonais. Une dépêche de l'agence de presse Kyodo News était reprise dans le *Japan Times*, le quotidien en anglais de Tokyo (42 000 exemplaires) : « *New Foreign Minister Katsuya Okada said Friday that his press conferences will be open to all members of the media in principle, including the Foreign Correspondents' Club of Japan and those registered as foreign reporters. Until now, the press conferences were restricted to media organizations belonging to the Foreign Ministry's "press club". Japan's press club system has often been criticized as a government tool for arbitrarily controlling media access. Advance registration will require to attend the press conferences as a risk-managing measure [...]* »

Depuis, Okada donne en moyenne deux conférences de presse hebdomadaires, sans restriction ni discrimination. Pour Yasuhisa Kawamura, un de ses anciens assistants, le chef de la diplomatie nipponne est un homme de parole : « *He is a very good communicator and he has delivered a straightforward message to the media : anybody, any journalist is welcomed to his conferences which are held on Tuesdays and Fridays* » (interview au ministère des Affaires étrangères, 28 octobre 2009).

Le Kasumi Club du ministère des Affaires étrangères, avec ses quelque 200 reporters, ne va pas pour autant fermer ses portes. La Nihon Shinbun Kyokai (NSK), l'Association des éditeurs de journaux japonais, s'y opposerait. Cet organisme fondé en 1946 et qui regroupe 108 quotidiens, quatre agences de presse et 31 stations de radio, croit d'ailleurs que les kisha clubs sont des véhicules importants pour la circulation de l'information dans un pays où les quotidiens, crise ou pas, ont un tirage de 70 millions d'exemplaires par jour (contre moins de 60 millions pour les États-Unis) et sont vendus à plus de 90% par abonnements : « *The Japanese kisha club system, which was born and has grown out of the nation's historical backgrounds, is effectively functioning as an institution to execute the people's "right to know" on behalf of the people, and thereby there is no need to abolish it* » (lignes directrices du NSK, 10 décembre, 2003).

Issu des élections « historiques » du 30 août 2009, qui a mis fin à un demi-siècle de pouvoir conservateur du Parti libéral-démocrate (PLD), le gouvernement de Yurio Hatoyama, comme celui qui l'a remplacé en juin 2010, ont promis de s'attaquer au système des kisha clubs, sans pour autant y mettre fin. Pour cela, il faudrait changer les mentalités politiques. Après tout, les principaux bénéficiaires de ce système médiatique clos ne sont autres que les gouvernements.

De plus, la grande majorité des Japonais ne connaît même pas l'existence de ces clubs dans un pays où la presse est la première du monde en matière de diffusion, alors pourquoi s'y attaquer sérieusement ? La véritable opposition vient de l'étranger, notamment de Reporters sans Frontières (« *les kisha clubs restent le principal obstacle à une vraie liberté de presse au Japon* », rapport annuel 2002) et de l'Union européenne pour qui les clubs en question permettent « *aux autorités nationales et locales d'empêcher la diffusion d'informations qu'elles jugent contraires à leurs intérêts* » (rapport sur les relations commerciales avec le Japon publié le 17 octobre 2002).

Pool de journalistes

Fonctionnant comme un pool de journalistes, ces clubs – qui ont vu le jour sous la dynastie Meiji (1868-1912) – sont en réalité des mini-salles de rédaction d'où partent des nouvelles politiques, économiques et financières souvent uniformes, transmises lors de *briefings* (points de presse) et conférences de presse où les questions pièges sont des crimes de lèse majesté. Quand les questions sont « délicates », elles sont souvent posées à l'avance, par écrit. Tout est bien orchestré. On a souvent affaire à une véritable chorégraphie entre les journalistes et leurs sources. Lorsque ces dernières parlent, elles dictent comment être citées : ce sera *on the record* ou *off the record*.

Cette pratique est certes observée par tous les journalistes de la planète. Mais lorsque les propos d'un ministre, d'un bureaucrate de carrière ou d'un chef d'entreprise sont recopiés sans distance critique, il y a de quoi se poser des questions... Au pays des kisha clubs, la philosophie du doute peut-elle vraiment être au rendez-vous ? Howard French, ex-correspondant du *New York Times* à Tokyo, est catégorique : « *I think the Japanese press has fallen into a trap of coziness with the government and with authority that has led to atrophy, that has led to a real confusion of roles and almost a perversion of roles. Most good journalism doesn't get done in kasha clubs. They're inimical to everything that good journalism is* » (*Japan Times*, 1^{er} juin 2003).

Dans toutes les sociétés démocratiques, et le Japon en est une, les journalistes sont prompts à jouer leur rôle de contre-pouvoir et la société compte sur eux pour être de bons chiens de garde de la démocratie. Au pays du Soleil-Levant, où on lit plus de quotidiens que partout ailleurs dans le monde (sauf en Norvège), c'est bien souvent l'art du *kondan* (conversation amicale) entre le récepteur et l'émetteur. Règle générale, le journalisme d'enquête se retrouve dans les quelque 2 000 magazines (tirage total : cinq millions) que compte le Japon. Si la grande majorité d'entre eux sont exclus des kisha clubs, ils arrivent à obtenir des nouvelles en primeur grâce à des journalistes de ces clubs qui signent leurs articles sous un pseudonyme et se font grassement payer pour leur scoop.

Cette pratique est courante. De manière générale, les nouvelles sortant des kisha clubs indisposent rarement les pouvoirs publics. Pour Laurie Anne Freeman, professeure-associée à l'Université de Californie à Santa Barbara, « *the practise of press group self-censorship is one of the most noteworthy aspects of the Japanese press club system. Codified and institutionalized, the practice is made possible by the cartel-like conditions that form the basis of the club system itself. Confronted first hand by the implication of these practices, it becomes increasingly difficult to view Japan's press clubs as functional equivalents of the general journalistic practices found in other countries to withhold certain information to protect sources* » (préface de son livre *Closing the Shop, Information cartels and Japan's Mass Media*, Princeton University, 2000).

La carrière d'un « journaliste kisha » est souvent liée à celle de sa source. Quand elle monte politiquement, lui aussi prend du galon. Entre sa source et lui, les relations sont plutôt incestueuses. Il s'agit essentiellement de transmettre la « bonne parole ». Monzurul Huq, le président du Foreign Correspondents' Club of Japan (qui regroupe les quelque 350 correspondants étrangers de l'archipel) rappelle ceci : « *We don't have press freedom lessons to give to our Japanese colleagues, but with the kisha clubs systems, information might be twisted to serve the purpose of the source* » (interview au FCCJ le 30 Octobre 2009).

Le journalisme de connivence et de déférence est beaucoup plus présent au Japon que partout ailleurs où la liberté de l'information n'est pas encore un vain mot. Pour reprendre les mots d'Albert Londres, le journaliste nippon porte moins « la plume dans la plaie » que son collègue occidental. Il a souvent « la main plongée dans une corbeille de pétales de roses » (*Terre d'ébène*, 1929). Il n'est pas rare de voir les mêmes manchettes dans les trois plus grands quotidiens tokyoïtes : le *Yomiuri Shimbun* (conservateur, 14 millions d'exemplaires), l'*Asahi Shimbun*

(libéral, 10 millions) et le *Mainichi Shimbun* (5 millions, le plus ancien quotidien japonais). Parce que tout est net et lisse entre l'émetteur et le récepteur, l'information est uniformisée, reflet sans doute d'une société où le consensus est encore et toujours roi.

Naissance des kisha ...

C'est pourtant pour défendre la liberté de presse et le droit du public à l'information que les kisha kurabu ont vu le jour en 1890, en pleine période Meiji (lumière en japonais) qui catapulte le Japon dans l'ère moderne. La circulation de l'information se faisait alors en vase clos. Le Japon fut bien le premier pays asiatique à se doter, le 11 février 1889, d'une Constitution moderne (inspirée du modèle prussien), mais les droits du Parlement restaient très réduits et ceux de la presse encore plus. Une trentaine de journalistes de la Diète (Parlement) créèrent alors le *Gigai de-iri Kisha Dan* (Association des reporters de la Diète) qui batailla ferme pour obtenir davantage d'information des parlementaires.

Dans le bras de fer entre les journalistes et le gouvernement au 19^e siècle, un compromis fut atteint : l'information sortirait mais seul le gouvernement déciderait ce que devaient savoir les sujets de l'Empereur. Les notions de « citoyens » et de « société civile » ne prendront vraiment racine qu'après la Seconde Guerre mondiale, avec l'occupation américaine et la rédaction d'une constitution garantissant véritablement la liberté de presse (article 21).

Pour les quotidiens de l'époque, souvent fondés par d'anciens samouraïs, pas question d'être des chiens de garde de la démocratie balbutiante. Leur but restait de servir d'outil efficace à l'éducation des masses, le tout dans l'intérêt de l'État moderne qui prenait forme : « *Japan's early editors and journalists shared not only the national goals of the leaders of the Meiji state, but also their feelings about the role of the press in achieving those goals [...] Because they were frequently a part of the ruling elite, early journalists generally had little interest in the more confrontational and adversarial aspects of the Western Press* » (Laurie Freeman, *Closing the Shop, Information cartels and Japan's Mass Media*, Princeton University, 2000).

Toujours est-il que la naissance des kisha kurabu a marqué un temps fort de la presse japonaise. Pour Yasuhisa Kawamura, ces clubs ont peut-être mauvaise presse en Occident mais on oublie souvent ceci : « *The kisha club system started because journalists decided to be united to confront the government to get the most information, to fight for the freedom of information* » (entrevue au ministère des Affaires étrangères, 28 octobre

2009). Même écho du côté de NSK : « *The kisha club system ? It facilitates access to information possessed by public institutions and other sources. As a result, fast and accurate reporting becomes possible, allowing more in-depth news gathering and reporting* » (lignes directrices du NSK, 10 décembre 2003).

Hier comme aujourd'hui, croit encore le NSK, sans les kisha kurabu, l'accès à l'information en provenance de sources officielles se tarirait : « *By losing the press club, whose strength is observing the government, there arises a fear of it becoming more difficult to reach the citizens with information the government considers inconvenient [...]* » (lignes directrices du NSK, 10 décembre 2003). Hier comme aujourd'hui cependant, la rigidité du système bloque davantage qu'elle ne facilite la circulation de l'information. Le NSK le reconnaît d'ailleurs : « *Shouldn't we take advantage of the kisha clubs as a pressure group to urge more freedom of information ?* » (lignes directrices du NSK, 10 décembre 2003).

La question, lancinante, refait constamment surface dans le paysage politico-médiatique de l'archipel et, encore une fois, c'est la nature intrinsèque des kisha avec leurs règles d'« obédience » aux pouvoirs publics qui empêche une plus grande dissémination de l'information. Les reporters politiques en savent beaucoup plus que ne le croit le grand public. « *Japanese political reporters are by far much more knowledgeable about their subject than their counterparts in the US or any other country, but it's shocking how little of what they know actually gets in the paper. As a result, journalism suffers* » (Susan J. Pharr, Ellis S. Krauss, *Media and Politics in Japan*).

Si le silence des médias est une arme aussi puissante que le mensonge ou le sensationnel, pour paraphraser Walter Cronkite, l'*anchorman* fétiche des Américains mort en 2009, alors la presse japonaise est celle qui fait le moins de bruit en Occident. En 1976, par exemple, elle ne braqua ses phares sur le scandale Lockheed que parce qu'elle ne pouvait faire autrement : les médias américains avaient révélé que le premier ministre de l'époque, Kakuei Tanaka, avait encaissé deux millions de dollars du constructeur aéronautique afin de favoriser l'achat par une compagnie japonaise de 21 de ses appareils.

En 1993, la NSK fit enquête auprès des « journaliste Skisha » pour découvrir une évidence toujours présente aujourd'hui : 65% d'entre eux reconnaissaient laisser le champ libre à leurs sources pour manipuler le flot de leur information. Rien d'étonnant, encore une fois, d'avoir un contenu informatif plus riche et plus diversifié dans les magazines, souvent publiés par des maisons d'éditions indépendantes. La liberté de presse dans l'archipel se retrouve davantage dans les hebdomadaires

et mensuels, avec leurs reportages d'investigation, leurs faits de société, leurs potins, leurs tons souvent irrévérencieux que dans les grands quotidiens.

... et fonctionnement

La première règle dans un kisha, c'est la discipline. Un membre ne respectant pas le « ofureko » (*off the record*) peut être suspendu pendant quelques jours ou transféré dans un autre kisha, comme cela est arrivé en 1990 à un reporter du *Asahi Shimbun* (considéré comme le *New York Times* du Japon). Mais, c'est l'exception qui confirme la règle. L'important est de consulter régulièrement le babillard du club pour savoir quand et comment sortir une information. Les règles de l'embargo sont strictes et le « kyapputen » (capitaine), un journaliste ayant au moins 10 ans d'expérience dans deux ou trois autres clubs, veille au grain. Il joue le rôle du directeur de l'information.

Pour faire partie d'un kisha, il faut être coopté par au moins deux membres du club. Être l'« heureux élu » permet d'avoir du *bengi kyoyo*, c'est-à-dire les services gratuits d'un ministère (télécommunications, parking, transport, restaurants). La plupart des ministères dépensent en moyenne deux millions de dollars annuellement pour le « bon fonctionnement » de leurs kisha. Y entrer n'ouvre pas automatiquement la porte à un autre club mais on peut, à l'occasion, assister à titre d'« observateur » à une conférence de presse donnée dans un kisha différent du sien. Règle générale, on ne peut obtenir un communiqué de presse d'un kisha « concurrent ». Être membre d'un club, c'est respecter la devise des mousquetaires d'Alexandre Dumas : « un pour tous, tous pour un ! » : « *The relationship is so collegial that, according to one reporter at the Shakaito Club (opposition), when someone oversleeps or is absent during important briefings, colleagues from rival news organizations will cover for the absent one, later providing the news material needed to file a report* » (Susan J. Pharr, Ellis S. Krauss, *Media and Politics in Japan*).

À l'évidence, chaque kisha est une bulle en soi. On y entre tous les matins vers 10 heures, on peut y faire la sieste et poursuivre son travail tard le soir dans la demeure d'un homme politique pour une interview. Cette pratique s'appelle *yo-mawari*. Elle est courante et fort appréciée des jeunes journalistes qui veulent faire leur marque.

À l'entrée de n'importe quel kisha se retrouvent ces mots, les mêmes qu'à la fin du 19^e siècle : « *Kankeisha igai wa nyushitsu o kinjimasu* » (*interdit aux non-membres*). Cela n'a pas empêché David Butts de se

glisser en 1998 dans le *kantei* (le kisha du premier ministre qui compte un demi-millier de membres). Comme tous les autres journalistes étrangers, l'ex-correspondant à Tokyo de l'agence Bloomberg ne pouvait assister à la conférence de presse de Ryutaro Hashimoto. Les gardes du corps voulurent le sortir *manu militari* au moment où le chef du gouvernement d'alors faisait son entrée. Pour ne pas créer d'incident diplomatique, Butts eut le droit de garder son siège. Le Japon est, après tout, le pays du *tatemai* (apparences). Ainsi, par exemple, s'il est vrai que depuis 1993, les correspondants étrangers peuvent faire partie d'un kisha, rares sont ceux qui acceptent d'y entrer. Il faudrait alors se plier aux règles des clubs qui ont préséance sur celles de l'éthique codifiée de chaque média.

En entrant dans un club, c'est un peu son code déontologique qu'un journaliste laisse au vestiaire. Les médias le savent mais estiment que les avantages qu'ils tirent des kisha sont plus importants que les inconvénients. Rien d'étonnant donc de voir les grands médias inscrire jusqu'à 10 de leurs journalistes dans les clubs les plus importants.

Dans un article publié dans le *New York Times* le 6 février 2000, Howard W. French résumait ainsi le « dilemme » des kisha : « *Defenders of Japanese newspapers admit that the kisha clubs pose problems, but argue that critics who focus on them miss the point. Culture, they say, more than anything else, divides Western journalism from its Japanese counterpart. Japan lacks the adversarial, fiercely independent spirit that is the ideal in Western journalism, according to Yoshihumi Wakamiya, a deputy managing editor at the daily Asahi Shimbun, who declared himself unsatisfied with his country's journalism but aware that another country's style cannot be easily transplanted. "In Japanese society, it is difficult to hold healthy debates," he said. "The person you are debating will feel their personality is under attack, and will hold a grudge. That is Japanese society, and we have to get information from our politicians. If you ask sharp questions, you may end up being isolated, even from other journalists"* ».

Ken Takeuchi était bien conscient de tous les travers des kisha kurabu pendant ses 30 ans de journalisme à l'*Asahi Shimbun*. Lorsqu'il devint maire de Kamakura, petite ville de 170 000 habitants à 60 kilomètres au sud de Tokyo, il décida de prendre le taureau par les cornes. À défaut de fermer le kisha local, il l'ouvrit à tous les journalistes : « *I let everybody in, the freelancers as well as foreign correspondents. For the sake of Japanese media and Japanese public, the kisha kurabu – a typical Japanese organisation, unique in the world – must be reformed. Even journalists are not satisfied with the club. They feel that change is necessary. But it will take a cultural revolution* » (interview à Tokyo le 27 octobre 2009).

Takaaki Hattori, professeur de communication à l'Université Rikkyo de Tokyo, rappelle que l'existence des kisha est souvent remise en question depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale : « *But for more than 50 years, Japan has been ruled by the conservative Liberal Democratic Party (LDP) which has used the kishas as a way to control the media. There will be some improvements [...] but kishas will still be used as a public relations tool and the Japanese mass media will still be protecting the government in many aspects* » (interview à Tokyo le 30 octobre 2009).

Si cela devait être le cas, c'est toute la société civile japonaise qui en souffrirait, avertit le professeur Masaru Tamamoto, du World Policy Institute, un think tank new-yorkais : « *Japan needs change. The Democratic Party of Japan (DPJ) has four years to lay the foundation for a new Japanese social contract. If it fails, I am afraid, the country is in for a miserable couple more decades or so. But the government is tackling the problems head on, including the kisha club. We shall see how they all add up. Japan is in the midst of rewriting its social contract, a long overdue process* » (échange de courriels 9 et 10 novembre 2009).

Conclusion

L'élection le 30 août 2009 de Yukio Hatoyama et du Parti démocrate du Japon (PDJ) a été un véritable séisme politique : pour la première fois en un demi-siècle, une formation de centre-gauche a pris les rênes de la seconde économie mondiale qui, par ailleurs, risque d'être dépassée par la Chine d'une année à l'autre.

Parmi les nombreuses promesses du nouveau gouvernement, une a retenu notre attention au cours de notre séjour à Tokyo, celle de s'attaquer au système des kisha kurabu, sans y mettre véritablement fin. Tenir des conférences de presse sans discrimination aucune à l'égard des journalistes n'appartenant pas à ces clubs fermés d'une autre époque est un des rares engagements de campagne du gouvernement de Hatoyama tombé le 2 juin 2010 à cause de multiples scandales politiques, la marque de commerce du Japon. Naoto Kan l'a depuis remplacé. C'est le cinquième premier ministre japonais en quatre ans. Quand il était ministre des Finances, il avait ouvert les portes de son ministère aux reporters non kisha.

Pour Monzurul Huq, le président du Foreign Correspondents' Club of Japan, « *there were lots of changes in Kisha Club system during the short tenure of Hatoyama. A number of important ministries have opened the gates of press briefings and press conferences to non kisha club media and there are reasons to believe that Naoto Kan would keep up that good spirit. Some media*

representatives are still unhappy with the pace of opening, but the majority seems to be content with that » (échange de courriels, le 4 juin 2010).

Peu importe le degré de transparence du gouvernement du PDJ, l'information au Japon restera encore en grande partie liée à l'existence des kisha kurabu. Faire partie d'un de ces clubs, c'est un peu comme être un journaliste *embedded* (« incorporé » ou « embarqué ») : pour avoir des informations de « première main », le journaliste accepte de s'insérer dans un carcan qui lui ôte la liberté de rapporter un événement.

Ce *pack journalism* opère à l'intérieur de canaux contrôlés et livre généralement une information que n'importe quel porte-parole d'une quelconque institution ou organisation pourrait facilement livrer. En tant de crise ou de guerre, certains médias acceptent d'être au plus près d'un événement en gommant quelques-unes de leurs pratiques déontologiques.

Les indépendants ou *free-lance* deviennent rarement des *embedded*. Un membre d'un kisha kurabu, c'est un peu un journaliste « incorporé » en permanence. Le Japon, qui a longtemps hésité entre Occident et Orient pour finalement plonger dans la modernité sans être occidental, aura besoin d'une véritable révolution culturelle pour casser le cartel des kisha kurabu sur la circulation de l'information.

Au pays du Soleil-Levant, cela prendra encore quelques années-lumière ■